

## Publier la parole pour refonder le politique ? Analyse d'un dispositif d'open-publishing

In: Communication et langages. N°147, 2006. pp. 61-71.

### Résumé

L'open-publishing prétend proposer un espace collectif dont l'absence de gestion éditoriale garantirait l'égalité démocratique des discours. Samira Ouardi montre que le dispositif de publication, si dépouillé de contrôle explicite et si attaché à l'alignement des discours soit-il, produit une énonciation éditoriale qui n'est pas dissociable d'une forme de pouvoir sémiotique, même quand l'ordre est un fatras. Elle analyse également comment cette neutralité affectée produit des distorsions menaçantes pour la finalité de l'action, au point que des censures a minima rétablissent une discipline explicite des discours. L'expérience montre un système en travail, que sa capacité reflexive inscrit dans la textualité et renonciation, même à son insu.

---

Citer ce document / Cite this document :

Ouardi Samira. Publier la parole pour refonder le politique ? Analyse d'un dispositif d'open-publishing. In: Communication et langages. N°147, 2006. pp. 61-71.

doi : 10.3406/colan.2006.4577

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/colan\\_0336-1500\\_2006\\_num\\_147\\_1\\_4577](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/colan_0336-1500_2006_num_147_1_4577)

---

# Publier la parole pour refonder le politique ?

Analyse d'un dispositif  
d'*open-publishing*

**SAMIRA OUARDI**

« En fait, la prise de parole, invention commune,  
ne pouvait que créer des différences.  
Et il fallait reconnaître celles-ci pour analyser  
la nature de celle-là. »

Michel de Certeau<sup>1</sup>

« Le texte n'est jamais un dialogue. »

Roland Barthes<sup>2</sup>

**L'*open-publishing* prétend proposer un espace collectif dont l'absence de gestion éditoriale garantirait l'égalité démocratique des discours. Samira Ouardi montre que le dispositif de publication, si dépouillé de contrôle explicite et si attaché à l'alignement des discours soit-il, produit une énonciation éditoriale qui n'est pas dissociable d'une forme de pouvoir sémiotique, même quand l'ordre est un fatras. Elle analyse également comment cette neutralité affectée produit des distorsions menaçantes pour la finalité de l'action, au point que des censures *a minima* rétablissent une discipline explicite des discours. L'expérience montre un système en travail, que sa capacité réflexive inscrit dans la textualité et l'énonciation, même à son insu.**

## LE POUVOIR, UN « RÉGULATEUR INFORMATIONNEL »

Parmi les travaux contemporains qui abordent la question de la critique de l'espace public démocratique et les métamorphoses contemporaines des pratiques politiques, une série d'analyses a établi qu'à chaque apparition d'un nouveau dispositif technique de communication (télégraphe, TSF, radio, télévision...) correspond un renouvellement des espoirs en une « re-vivification » ou une « intensification » des pratiques démocratiques régulièrement réputées en faillite<sup>3</sup>. Ces analyses éclairent, sans toujours le nommer explicitement, l'un des traits structurants des débats qui entourent la question démocratique depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle : l'organisation de la critique du pouvoir non pas seulement autour des notions de représentation (toujours « trahie »), de peuple (ce fameux « introuvable » de Pierre Rosanvallon), du

1. Michel de Certeau, *La prise de parole*, Paris, Seuil, « Points », 1994.

2. Roland Barthes, *Le plaisir du texte*, Paris, Seuil, 1973.

3. Sur ces questions, la littérature étant abondante, nous renverrons principalement au numéro spécial de la revue *Hermès*, « [www.democratielocale.fr](http://www.democratielocale.fr) », n° 26-27, CNRS éditions, août 2000.

couple « majorité/minorité », mais également autour d'une conception du pouvoir comme « régulateur informationnel »<sup>4</sup> : le pouvoir est à celui qui détient et fait circuler, ou non, la fameuse *information*, dont on ne sait jamais vraiment ce qu'elle désigne précisément, concept dont les référents sont si opaques qu'il devient quasi magique.

Une telle conception du pouvoir (et une telle « évidence » de l'information) a pour conséquence de donner aux « technologies de communication », un rôle central dans la définition du type politique d'une société. C'est bien le mot « technologie » et non « technique » qui est ici utilisé pour signifier l'importance et la prégnance en la matière de l'imaginaire et de l'idéologie technicistes et scientistes. C'est ainsi que nombre des critiques de la démocratie en général et du gouvernement représentatif en particulier s'organisent autour d'une critique des systèmes d'information et de leurs caractéristiques techniques et économiques et trouvent, dans des systèmes d'information alternatifs, la solution aux dysfonctionnements du système critiqué. Internet est exemplaire à cet égard ; avant même l'extension de l'accès au réseau, dans l'histoire de la constitution du protocole *http*, on ne comptait déjà plus les promesses de « démocratisation de la démocratie » par le truchement d'un « élargissement du débat et de l'accès au débat »<sup>5</sup>. Parmi toutes les déclarations allant dans ce sens, l'une des plus célèbres et frappantes est sans doute celle du vice-président Al Gore en 1994, qui promettait, en pleine campagne présidentielle, lors d'un meeting du parti démocrate, qu'il ferait d'Internet un « service universel », afin de permettre « une sorte de conversation globale, dans laquelle chaque personne qui le souhaite pourra dire son mot. L'infrastructure globale de communication ne sera pas seulement une métaphore de la démocratie en fonctionnement, elle encouragera réellement le fonctionnement de la démocratie en rehaussant la participation des citoyens à la prise de décision. [...] J'y vois un nouvel âge athénien de la démocratie. »

On reconnaît ici nombre des caractéristiques de cet imaginaire d'Internet analysé par Patrice Flichy<sup>6</sup> fait d'horizontalité – on passerait d'un modèle de communication *un vers tous* à un modèle de communication *tous vers tous* –, d'accessibilité, d'égalité et d'ouverture (avec notamment une grande prégnance de la valeur de la transparence). Cet imaginaire communicationnel constitue Internet comme l'espace idéal d'inscription *explicite* d'idéaux politiques au rang desquels la démocratie directe n'est pas des moindres. Cette dernière, qui avait fleuri avec éclat au cours des années 1960, s'est trouvée remotivée puissamment dans les discours politiques, notamment en France durant les années 1990, à la faveur de la figure nouvelle de « la démocratie électronique » ou « e-démocratie ».

Mais d'autres idéaux, nourris aux mêmes mamelles bien qu'alternatifs, ont trouvé dans les médias informatisés l'espace idéologique et donc, affirment-ils, pratique, adéquat pour actualiser leurs utopies délibératives et égalitaires. C'est le cas, entre autres, des expériences d'*open-publishing*. Ses militants ont trouvé dans

4. Erik Neveu, *Une société de communication ?*, Paris, Monchrestien, 1994.

5. Les guillemets indiquent qu'il s'agit d'énoncés issus de discours d'acteurs, recueillis dans le cadre de l'enquête de terrain associée à la préparation de ma thèse.

6. Flichy Patrice, *L'imaginaire d'internet*, Paris, La découverte, 2001.

le web l'occasion d'opérer une « critique pratique » de l'espace public, des formats de la prise de parole, de la délibération et de la prise de décision qu'il propose. L'*open-publishing* présente plusieurs intérêts pour l'analyste de la médiation politique ; il articule explicitement l'analyse des enjeux et des usages politiques et sociaux des médias, et par là même, du politique, plus largement. Il propose une axiologie politique plus ou moins située qui vient rencontrer un imaginaire du média internet pour se concrétiser en des pratiques et des productions originales. Il donne matière à l'observation dynamique des pensés et des impensés du média, de leur circulation et de leur fonctionnement. Il conduit également vers les effets et les attendus des médiations qui s'y construisent, des relations de pouvoir qui y sont constituées, stratégiquement, et s'y constituent, structurellement. Nous faisons le postulat qu'une telle observation ouvre des possibilités heuristiques pour penser le pouvoir en animant les catégories traditionnellement mobilisées par les sciences sociales, l'individu et le corps social par exemple. Car elle montre des groupes s'attelant à organiser des dispositifs textuels, qui, en eux-mêmes, sont des agencements, pensés comme tels, censés préparer ou empêcher certains discours ou certaines façons de prendre la parole, au sens de construire une place de discours. La même observation permet d'interroger finement la notion d'« espace public », ici incarné par un espace éditorial, et donc celle également de prise de parole, en tout cas de « prise de discours ». L'analyse de la distribution des marques de pouvoir lié au discours est rattachée dans ces dispositifs à l'éditorialité. L'éditorialité est dans ce cadre, la conséquence, partiellement involontaire, d'une orientation finalisée de la publication. Celle-ci, véritable praxis politique étayée sur une praxis communicationnelle, se réclame d'une théorie et d'une pratique dont les lignes de force se dessinent désormais historiquement.

### **L'OPEN-PUBLISHING, UNE PRAXIS POLITICO-COMMUNICATIONNELLE**

Né à la fin des années 1980, au sein de petits groupes de hackers militants américains et australiens<sup>7</sup>, l'*open-publishing*, comme pratique et théorie, a gagné en notoriété lors de la création, à Seattle, en novembre 1999, du collectif Indymedia, contraction de l'expression « independant media ». Cette double filiation hacker et contestataire, techniciste et libertaire, est importante dans l'interprétation que l'on peut faire notamment des complexités et des contradictions inhérentes aux discours programmatiques comme aux productions et pratiques de ces collectifs. Ainsi que le suggère le nom de ce réseau, l'enjeu était de proposer un espace d'information alternatif aux médias dominants pour rendre compte du contenu des luttes alors en préparation<sup>8</sup>. Cette proposition s'inscrit dans une critique politique plus large de la démocratie, analysée à partir d'une conception

7. Notamment par les membres de journaux en ligne tels *Paper tiger*.

8. Ainsi qu'on peut le lire sur leur page de présentation : « Indymedia, c'est quoi ? Indymedia est un réseau mondial dédié à la contre-information, proposant une alternative radicale aux médias institutionnels et commerciaux, par le biais de sites web, de radios internet et autres outils de communication électroniques, de façon complètement décentralisée. Il est né des manifestations contre l'Organisation Mondiale du Commerce à Seattle, en novembre 1999, et n'a cessé de croître depuis. »

communicationnelle du pouvoir. Celui-ci est référé aux moyens de régulation de l'information. Une telle conception est le fruit d'une dénonciation d'inspiration essentiellement libertaire<sup>9</sup> dont les références axiologiques restent floues. Des dysfonctionnements de l'espace public traditionnel expliquent qu'il soit fermé, bâillonné, maîtrisé par quelques puissantes mains. Le dysfonctionnement est également économique. Il empêche un « réel fonctionnement démocratique de la démocratie », démocratie à laquelle d'ailleurs de nombreux membres n'adhèrent ni ne croient<sup>10</sup>. D'où cette proposition d'« ouvrir » l'espace public à tous. On appréciera ici dans toute sa profondeur la valeur du préfixe « open » dans le syntagme « open-publishing ». Il mobilise plusieurs des référents utopiques mentionnés plus haut mais fait également référence à l'idéologie du « libre », du « gratuit », qui témoigne de la filiation libertaire de ce projet. Voici comment les instigateurs du site définissent leur projet :

Par la pratique de l'*open-publishing*, Indymedia court-circuite les mécanismes traditionnels de la production médiatique, qui divise les gens en journalistes actifs et consommateurs passifs. Sur les sites Indymedia, quiconque peut publier, compléter, commenter une information instantanément.

On voit que la proposition est politique à divers titres : non seulement il s'agit de la création de médias dissidents, « libres », mais par ailleurs ces médias fonctionnent sur un mode non traditionnel, non fondé sur la représentation notamment et déconnecté des circuits commerciaux habituels, car, pour reprendre les termes mêmes de la charte d'Indymedia :

[Le but est de] ne pas reproduire dans le fonctionnement du site l'organisation hiérarchisée des médias commerciaux, ni l'organisation pyramidale des groupes politiques. Comment critiquer un système, une économie, si l'on en reproduit le fonctionnement ?

On est bien ici en présence d'une convergence entre des idéaux politiques, une axiologie et un imaginaire technico-médiatique. L'*open-publishing* est une proposition communicationnelle de nature politique – la prise de parole sans censure pour tous – et, plus fondamentalement encore, une proposition politique de nature communicationnelle, bouleverser les règles du pouvoir par la médiation informatique. Voilà pour ce qui est des discours programmatiques et des imaginaires. Mais qu'arrive-t-il lorsque « donner à dire » devient, concrètement, « donner à lire » et « donner à écrire » ? Il y a en effet dans cette proposition une interpolation frappante entre ordre de l'oral et de l'écrit, issue d'un rapprochement entre processus de production et processus de réception. Cette proximité, qui n'est jamais interrogée, éclaire les processus de pouvoir mis en branle. Cette équivalence est le point structurant de toute la proposition de l'*open-publishing*, proposition complexe et dans les détails de laquelle je me propose d'entrer. Elle

9. Pour des détails sur la tradition libertaire qui anime ce réseau voir : J. D. Downong, « The Seattle IMC and the Socialist Anarchists tradition », in M. Raboy, dir., *Global, media Policy in the new millennium*, Luton, Luton University Press, 2001.

10. D'après les entretiens effectués auprès de membres des collectifs français.

introduit l'examen d'une certaine discipline des discours, qu'organise la médiation informatique, produisant ainsi une médiation politique.

### DÉLIBÉRATION PROCÉDURALE ET RÈGLES ÉDITORIALES

Comment s'articulent le donner à écrire et le donner à lire ? À quoi cette articulation fait-elle concrètement référence ? Entrons dans le palimpseste des pratiques de l'*open-publishing* en prenant comme terrain le site Indymedia Paris et le collectif qui l'anime<sup>11</sup>.

Première offre : la proposition éditoriale, l'« open-publishing », ou « publication libre » offre à tout « lecteur » de devenir « auteur »<sup>12</sup>. Chacun peut ainsi participer à la constitution et à la diffusion de l'information, c'est la fondation d'un « donner à écrire, lire, publier ». En référence au raisonnement politique exposé précédemment, on comprend aisément qu'il s'agit aussi d'une décision de procédure. L'enjeu est d'offrir à tout citoyen l'opportunité de s'exprimer et de participer au débat public « sans censure ». La proposition éditoriale de l'*open-publishing* est donc, apparemment, une proposition procédurale au sens où l'entendent les théoriciens de l'espace public. Celle-ci ouvre plusieurs interrogations sur la nature même de l'objet éditorial alors produit. Interrogation confusément perçue par les animateurs du site eux-mêmes : *poster* une « information » (écrire/lire), c'est participer à une délibération (prendre la parole). « On ne sait pas très bien ce qu'on est : est-ce qu'on est un site d'information alternative ou bien est-ce qu'on est un forum de discussion ? C'est là toute la question<sup>13</sup> ».

Question d'autant plus vive que la proposition procédurale est elle-même composite : non seulement la gestion du site est ouverte à quiconque souhaite y participer, mais la mise en ligne des textes est potentiellement soumise à la discussion par un système de commentaires. En outre, annexée au site d'information « Indymedia » (<http://paris.indymedia.org>), une plateforme collaborative sous logiciel wiki, l'*indymedia documentation project*<sup>14</sup>, propose des textes programmatiques, des documents très divers : des textes en cours mais également des statistiques de fréquentation du site, des ordres du jour et des comptes-rendus des réunions du collectif ainsi que des espaces organisationnels<sup>15</sup>. Enfin, à ces deux dispositifs principaux s'ajoute de fait une pratique de la délibération en et hors ligne : des réunions du collectif animateur sont organisées régulièrement et annoncées sur la plateforme collaborative. Chaque

11. Le terrain est d'autant plus intéressant qu'Indymedia est aujourd'hui constitué de plus de 150 collectifs à travers le monde, organisés en réseau, qui partagent ces conceptions et ces pratiques. Ce qui permettra au terme de l'étude engagée ici de faire des comparaisons transnationales particulièrement riches.

12. Nous ne commenterons pas ici tous les termes mis entre guillemets qui proviennent des discours programmatiques du site mais ils sont, on le voit, eux-mêmes caractéristiques de cette transfiguration du projet politique de prise de parole et de son inscription dans une médiation scripturale.

13. Propos tirés d'un entretien avec l'un des animateurs du site parisien, octobre 2004.

14. On note ici encore cette circulation entre oral et écrit fort intéressante : la plateforme collaborative de délibération est qualifiée de « documentaire ». On a ici l'un des symptômes les plus forts de la conception de l'information mobilisée par la pratique de l'*open-publishing*.

15. Par exemple on trouvera des interfaces destinées à l'organisation collective d'un événement : calendrier, budget, sont constitués et modifiables en ligne.

contribution ajoutée au site peut être discutée sur le site et des listes de diffusion permettent à ceux qui le souhaitent d'intervenir d'une troisième manière sur la gestion du site. Les discussions tenues au sein de ces diverses médiations concernent généralement la nature des textes mis en ligne mais également les formats de l'organisation et de son action au sens large. Dernier point, et non des moindres, au sein de ces diverses formes de ce qu'il convient de nommer des « délibérations », la prise de décision se fait selon la procédure du consensus et non du vote<sup>16</sup>.

On voit comment ce continuum de pratiques est animé par la volonté de contourner les structures pyramidales, la « dictature de la majorité » qu'imposent les structures traditionnelles du pouvoir. Indymedia participe de cet « impératif délibératif » dont parlent Loïc Blondiaux et Yves Sintomer<sup>17</sup>. L'espace collectif ainsi créé rapproche délibération et participation ; si des dernières ne se confondent pas totalement, elles se superposent fortement. La légitimité de la décision est déplacée de la volonté générale vers la délibération générale, selon le modèle de la démocratie délibérative présenté par Bernard Manin dans son article de 1985<sup>18</sup>. Dans ses fondements théoriques ce modèle emprunte davantage à Bakounine qu'à Rousseau, à Stirner qu'à Habermas<sup>19</sup>. Les deux vertus cardinales de cet impératif, celles qui ont présidé à la constitution des diverses pratiques, règles et gestes sont la transparence et l'horizontalité que chaque pratique de l'*open-publishing* est là pour exhiber et incarner. Ce dont témoigne en partie d'ailleurs la charte d'Indymedia :

Organisation : en pratiquant la transparence radicale, Indymedia rompt avec le fonctionnement opaque et les enjeux de pouvoir propres aux médias officiels. Toutes les décisions sont prises de manière horizontale par le biais de listes de discussion publiques, et le réseau se fonde sur le bénévolat, hors de toute structure politique ou commerciale. (Extrait de la charte de fonctionnement, rubrique « alternatifs comment ? »)

Le tableau ci-dessous représente le rapprochement, jusqu'à la superposition, des phases ordinairement distinctes de documentation, diffusion et délibération.

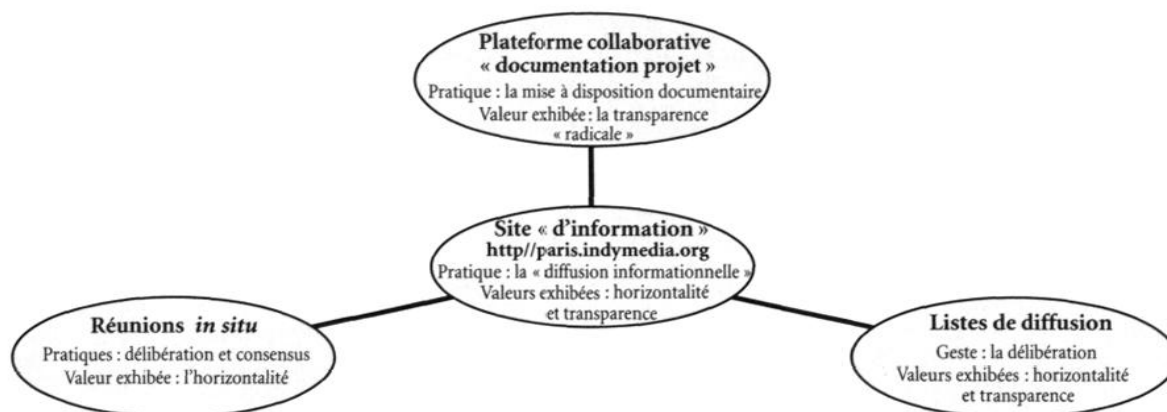
16. James Fishkin définit le consensus de la manière suivante : « a situation of free and equal discussion, unlimited in its duration, constrained only by the consensus which would be arrived at by "the force of the better argument" », James Fishkin, *Democracy and deliberation*, New Haven London, Yale university Press, 1991. Il s'agit donc d'une situation de prise de décision par la délibération dans laquelle, non seulement tout le monde est à égalité mais plus encore la légitimité se construit dans un horizon temporel non limité.

17. Loïc Blondiaux, Yves Sintomer, « L'impératif délibératif », *Politix*, vol. 15, n° 57, 2002.

18. Bernard Manin, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Le débat*, n° 33, 1985.

19. Jürgen Habermas, *Droit et Démocratie*, Paris, Gallimard, 1997.

Tableau du continuum de pratiques



Le composite de pratiques de l'*open-publishing* d'Indymedia Paris. Dispositifs, pratiques, valeurs.

Note : À chaque pan de pratiques nous avons associé en particulier une des valeurs, celle qui est plus particulièrement mobilisée par telle ou telle pratique mais rien n'est si mécanique, bien entendu, partout la transparence est exhibée, tout tend à l'horizontalité.

De fait, une multitude de « règles éditoriales » organise le site : une riche mise à disposition documentaire coexiste avec la possibilité de maintenir l'anonymat. Cela traduit un principe de non censure. L'existence de ces règles, le projet même de l'*open-publishing*, témoignent d'une conscience partielle chez ses militants de ce que Foucault nommait « la discipline des discours ». On pourrait définir l'*open-publishing* comme une tentative alternative de régulation de ces derniers, sous la forme de sa dérégulation.

Cette conscience provient d'une analyse essentiellement économique des dynamiques de la prise de parole dans l'espace public. Elle estime que le caractère aliénant du média serait définitivement neutralisé par son extraction hors des circuits économiques traditionnels. En bouleversant le circuit de l'économie de l'imprimé, on transforme la mesure de la légitimité des auteurs. On substitue à l'économie du capital l'économie du don, on substitue à l'auteur institué ou aux documents validés l'impulsion des individus. Cette conscience des disciplines par l'indiscipline procède donc, en même temps, d'une méconnaissance (méconnaissance dont la source peut être un parti pris idéologique) de l'énonciation, discursive et textuelle, et donc de la force politique interne aux diverses formes de médiation.

Les militants de l'*open-publishing* sont, à cet égard, victimes de la métaphore de la « prise de parole » qui intoxique l'expression d'« espace public ». La lexicalisation de la métaphore d'une part et la fortune de l'expression d'autre part, ont pour effet de lisser la diversité des actes politiques que traduisent les médiations techniques, textuelles, économiques rassemblées dans le dispositif éditorial. Ainsi l'idéologie diffusionniste mobilisée par l'*open-publishing* oublie-t-elle de reconnaître la nature scripturale et textuelle du dispositif qu'elle mobilise : ceci, non seulement au nom d'une conception informatique de l'information et d'une idée technicienne du média, mais également sous l'effet d'un fantasme spatialiste et verbal de l'acte politique. C'est ce que montre l'analyse de l'écart entre ce que les



acteurs de l'*open-publishing* entendent faire politiquement grâce au web et ce que leurs règles éditoriales, pourtant si stratégiquement définies, finissent par produire.

Cela ne disqualifie pas ces expériences et ne les réduit pas à des tentatives rhétoriques. Car le dispositif est en travail et fait preuve d'une étonnante capacité de métadiscours, portée par une production de commentaire qui montre sa perméabilité à l'action du discours. Les praticiens de l'*open-publishing* font preuve d'une réflexivité frappante, qui à la fois émancipe et lie. Leur posture évoque Michel de Certeau, qui, analysant l'expérience étudiante de mai 68, notait :

Innover, c'est d'abord se trahir. On l'a vu en ce mois de mai [...] dans le recul qui, en dépit d'elle-même, a progressivement ramené une expérience fondamentale dans un ghetto (la Sorbonne par exemple) où elle s'est enfermée et où elle disposait seulement, pour se dire, de notions arrachées à la culture et aux sciences qu'elles refusaient<sup>20</sup>.

Le fonctionnement implicite du média informatique dépasse son fonctionnement d'évidence et appelle une observation très patiente et modeste. Le média est tant investi et pensé par ses praticiens qu'il déborde d'impensés, que l'analyse traque sans possibilité de critique surplombante.

#### **L'OPEN-PUBLISHING ET L'ÉNONCIATION ÉDITORIALE**

Pour structurels, implicites, invisibles qu'ils soient, ces impensés ne s'en imposent pas moins. L'histoire des pratiques du collectif parisien Indymedia est l'histoire d'une résistance à ces règles implicites du dispositif, résistance qui se heurte sans cesse à son fonctionnement énonciatif pourtant défini par le collectif lui-même.

Cette tension résulte en grande partie du fait qu'il y a, au cœur de l'*open-publishing*, une éthique de la neutralité, sœur intime de l'impératif de transparence, laquelle est dictée par l'impératif de « l'open », de « l'ouverture », de l'*öffentlichkeit*, a-t-on presque envie de dire. Cette éthique s'inscrit dans le dispositif à travers une esthétique de la neutralité. L'écriture exhibe un parti pris de neutralité. Ainsi, si l'organisation architecturale du site, marquée par le recours au cadre, est une tentative de contenir le fatras sémiotique accueilli par le site, cette organisation se fait à travers des procédés qui clament leur neutralité. D'où la prolifération de genres taxinomiques tels que les cadres, les listes et les tableaux destinés à organiser le « trésor informationnel » sans y trop intervenir. Voici à quoi ressemble, par exemple, une page du site parisien :

20. Michel de Certeau, *op. cit.*

Indymedia Paris / Ile-de-France - Mozilla Firefox

http://paris.indymedia.org/

**indymedia**  
- paris - ile de france

Le mélange du renouvellement transparent dans la pauvreté du spectacle. (R. Vareneg)

ACCUEIL | PUBLIER | AGENDA | LOGON

Émission radio sur FFP  
106.3 MHz (streaming)

Les émissions de radio renvoyées

Le routeur en Oignon: Internet anonyme

Internet, les libertés qui restent

**7 jours**

**dimanche 04/12**

- 14h00 - Place des fêtes - Manifestation contre le sommet franco-africain 2007

**lundi 05/12**

- 18h00-20h00 - Ambassade de Russie - rassemblement pour la paix en Tchétchénie
- 20h00 - La Passerelle - Films, témoignages, Réunion mensuelle Vemos!

**mardi 06/12**

- Tôt de Paris - Procès de Vive les mutants!
- 13h00 - devant la CFDT - ballade du mardi contre le chômage et la précarité
- 20h00 - Beauboulogne - Réunion publique d'Act Up Paris

**Vos dernières informations sur Paris**

- Les chômeurs, précaires, intermittents occupent le magasin Lenôtre
- Stagiaires: Après les discours, la continuité Paroles, Paroles...
- Sida: Régression, la précarité tue.
- APPEL AUX CITOYENS DU MONDE RASSEMBLEMENT
- ACTIONS III - décisions de l'AG de Montreuil (93)
- Contre Monsanto, proposition d'action
- Cocktail à Ermont (95)
- urgent montreuil le 13/14 à bamabo bis, on expulse
- A toutes les victimes de la répression
- PRÉSENCE FRANÇAISE POSITIVE DANS LES COLONIES?

[Dernort-Ferrand][Grenoble][InfoSuds, magazine][Lille, Lyon][Marseille][Mlle Babords][Nantes][Salade-Nicoise][St-Etienne][Toulouse]

**Reunion publique, et procès des antibiométrie**

LES MAUVAIS ELEVES DE LA BIOMETRIE Réunion publique, au C.I.C.P., 21ter rue Voltaire, jeudi 8 décembre, 19 h.

Fin novembre, vingt personnes ont pénétré dans la cantine du Lycée de la Vallée de Chevreuse, situé dans la technopole de Saclay, pour dénoncer fermement le dispositif biométrique en place. A cette occasion, les machines ont été brisées à coups de marteau. Les trois étudiant-e-s interpellé-e-s seront jugé-e-s le 16 décembre au tribunal d'Evry, à 13h30, 10ème chambre.

Plus d'infos à [http://paris.indymedia.org/article.php3?id\\_article=47078](http://paris.indymedia.org/article.php3?id_article=47078)

30/11/2005 - (lire la suite...)

**téléthon 2**

**Fil d'actualité**

- Articles - Raccourci vers les "proposés"
- La loi DADVSI menace le logiciel libre  
04/12 16:04
- Libérez Mehmet Tarhan!  
04/12 14:46 OFF
- Récits et analyses de l'occupation du parc Mistral, Grenoble 2004  
04/12 12:52 info@lapresse.net
- Tassication de l'Europe réveillons nous  
04/12 11:23 michel.coulin
- Novapress le site le plus publié sur MLP  
04/12 11:19 4.3
- SIGNEZ et FAITES SIGNER CONTRE L'ETAT D'URGENCE  
04/12 10:27 asak
- téléthon 2  
04/12 09:46 cheuvreus
- Appel à tous à rejoindre les Italiens à Venais, contre le TGV Lyon-Tur  
04/12 02:19 Malviva
- Avec Jean Reno dans le jeu Miss France enfin élue!  
04/12 00:04 sasozyste

Terminé

Ainsi qu'on peut le voir, le principal opérateur de classement des textes postés sur le site (les acteurs, eux, parleraient « d'information ») est la chronologie : la colonne de droite se présente sous la forme d'un fil d'actualité, à la manière des dépêches d'agences de presse. Une culture journalistique vernaculaire est transférée dans l'*open-publishing*. Aucune différence de statut, d'origine, de régime, de point de vue, n'est jamais notée entre les textes qui se retrouvent proposés à la lecture. Ce brouillage énonciatif générique se double d'un brouillage énonciatif auctorial, effet de la possibilité de l'anonymat. Brouillages qui ne sont pas sans conséquences.

De manière cohérente, cette esthétique/éthique de la neutralité affleure dans la manière qu'ont les militants de qualifier leur propre pratique : les animateurs du site<sup>21</sup> refusent le terme d'« éditeurs », trop connoté économiquement, lui préférant longtemps celui, évocateur dans son ambiguïté référentielle, de « modérateurs » puis, dernièrement celui de « classeur ». Ce dernier qualificatif, sans doute plus juste pour ce qui concerne la description de leur pratique concrète, résulte d'une tentative toujours plus affirmée de neutraliser leur rôle dans la gestion éditoriale des productions présentes sur le site. Le « modérateur » était encore susceptible de juger, le « classeur » lui ferait simplement œuvre de taxinomie... Voilà réaffirmée, encore une fois, leur conception *a minima* de la médiation informatique, comme si Internet était réduit à une surface sur laquelle s'affichent des « informations », toutes équivalentes parce que mises en équivalence, notamment par leur indexation à des processus de taxinomie, dont on

21. Le collectif de gestion du site est constitué de bénévoles qui animent le quotidien du site : modération des articles, mise en page des interfaces, modification de l'interface, etc.

imagine qu'ils sont le niveau minimum de l'intervention éditoriale. Mais il s'agit d'un geste sémiotique qui porte sur l'organisation de l'image ; ses effets sémantiques affectent la circulation des significations.

Car le « classeur » n'est pas loin de l'« editor » anglo-saxon qui sélectionne, hiérarchise, voire parfois corrige. Malgré leur éthique affirmée de la neutralité, les « classeurs », anciens « modérateurs », ont été mis à plusieurs reprises devant la nécessité de renoncer à cette dernière ou plutôt de l'assouplir. En effet, l'écriture qui non seulement exhibe mais plus fondamentalement *désire* sa neutralité n'est pour autant pas neutre : il n'est pas neutre, par exemple, d'établir une équivalence entre tous les types de textes. Car ce sont bien des textes, c'est-à-dire des prises de discours *situées et inscrites*. La volonté de les soumettre à une *réduction informationnelle* ne suffit pas à les vider de leur performativité politique, laquelle est dévoilée par leur nature scripturale et la transcende en partie. C'est ainsi que l'on peut comprendre certaines des difficultés posées par les règles procédurales définies sur le site.

Les conséquences des règles de mise en équivalence par la non censure, notamment, sont exemplaires de cette problématique. Cette pratique a posé de telles difficultés qu'elle a fait implorer le collectif français Indymedia des origines (1999-2001) et qu'elle a poussé les militants qui ont recréé le collectif parisien en 2002 à instituer la pratique « de la modération », censure *a minima*. En effet, cette règle a eu des conséquences que nous pourrions nommer « distorsion du sens de l'action ». Car si elle trouve ses racines dans le projet politique de soutenir le mouvement alter-mondialiste et plus largement les mouvements sociaux, elle offre par son principe la possibilité de le disqualifier. Cette difficulté n'a pas manqué d'apparaître rapidement aux praticiens de l'*open-publishing*. Si certains d'entre eux ont décidé d'en faire abstraction, d'autres ont fait le choix d'un ajustement des règles éditoriales. L'enjeu est de tenter de contourner la distorsion qui menace le sens de l'action.

À plusieurs reprises le site a été le support de textes racistes, réactionnaires, antisémites. Face à cette situation, compliquée par la possibilité offerte aux internautes de s'anonymiser, le collectif a été contraint de rédiger une charte éthique qui précise une ligne éditoriale politique. Il a institué un système de modération, ce qui entraine en contradiction avec une des règles essentielles de la procédure d'*open-publishing*. Originellement en effet, les contributions postées sur le site avaient deux statuts. C'est d'ailleurs toujours le cas sur les sites anglo-saxons : les sites sont soit « déjà vus par le collectif », soit « pas encore vus par le collectif ». Après ces mésaventures, le site Indymedia Paris a institué un système de pastille qui assure le lecteur, l'internaute, que l'article qu'il est en train de lire a été validé par le collectif, qu'il correspond à la charte Indymedia, si ce n'est pas le cas, une troisième pastille indique que l'article n'a pas été validé. Il disparaît de l'interface d'accueil du site et tombe dans une rubrique « article caché » ; cela signifie qu'il est toujours accessible mais pour un temps limité et accompagné d'un argumentaire sur sa non validation. Il n'ouvre plus de possibilité de commentaires.

On perçoit ici comment en examinant la nature précise des pratiques de médiation proposées par un collectif politique, on peut entrer plus finement dans les enjeux de théories, en l'occurrence celle de la délibération d'une part, et celle

de la critique anarchiste de la représentation d'autre part. Car il y a un paradoxe singulier à tenter de contenir le caractère politique d'un dispositif qui s'inscrit dans un projet politique. Tout comme il y a un paradoxe à plaider pour l'expression individuelle d'une part, la parole à chacun, au nom d'une reconnaissance de tradition libertaire des minorités, et d'autre part à produire un *alignement des subjectivités* par un fatras discursif. Le refus résolu de la *situation* du pouvoir n'efface pas le pouvoir, l'affirmation de l'individu n'efface pas le sujet. L'individu reste investi de la responsabilité politique du choix. C'est tout l'intérêt pratique et intellectuel de cette expérience qu'est l'*open-publishing* : elle combine politique et *real-politik*. En soumettant sa praxis aux ajustements d'une énonciation éditoriale qui jongle entre discipline et désordre, elle persiste à chercher à sa source une expression qui reste assimilée à la promesse de démocratie.

---

**SAMIRA OUARDI**